

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 06/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DISTILLERIE HAUGUEL SA**

37 Rue de Saint Laurent  
Hameau de Gournay  
76700 Gonfreville-L'Orcher

Références : 20260114\_VI\_Distillerie\_Hauguel\_RA  
Code AIOT : 0005800600

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE HAUGUEL SA implanté 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 14 janvier 2026 portait sur la thématique des risques accidentels et a été effectuée en partie dans le cadre de la gestion des suites de certaines demandes formulées par l'inspection des installations classées lors des visites précédentes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DISTILLERIE HAUGUEL SA
- 37, route de Saint-Laurent Hameau de Gournay en Caux 76700 Gonfreville-l'Orcher

- Code AIOT : 0005800600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Distillerie HAUGUEL est spécialisée dans le négoce, le mélange, le recyclage, la distillation et le conditionnement de solvants et d'alcools. Elle est implantée à Gonfreville-l'Orcher et emploie 22 personnes pour une activité globale de 15 000 tonnes par an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- NATECH
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Moyens en eau et émulseurs	AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe I-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	PPRI de la Lézarde	Autre du 06/05/2013, article 9.2.5	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 10	Sans objet
3	Exercice incendie et formation du personnel	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13	Sans objet
4	Moyens en eau et émulseurs	AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe I-1	Sans objet
6	Bilan de conformité	AP Complémentaire du 06/03/2023, article 7	Sans objet
7	Analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2	Sans objet
8	Déchets	Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 5.1.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 14 janvier 2026 n'a pas mis en évidence de non conformité majeure à la réglementation. Les constats, établis par sondage par l'inspection des installations classées, ont conduit à formuler les demandes suivantes auprès de l'exploitant :

- transmettre le bordereau de suivi de déchet complété et signé justifiant de la prise en charge du stock d'émulseur non conforme à la réglementation applicable au 1er janvier 2026 ;
- formaliser l'évaluation du risque inondation sur le site dans un document (ou registre) dans le contexte du plan de prévention du risque inondation (PPRI) du bassin versant de la Lézarde ;
- compléter le dossier de réexamen aux meilleures techniques disponibles du BREF WT par une analyse complète de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 ;
- étudier la mise en place, sur chacune de ses installations de distillation, d'un dispositif de prélèvement et de mesure conforme aux normes applicables en matière de contrôle des rejets atmosphériques par un laboratoire extérieur agréé.
- stopper l'envoi de déchets dangereux vers des installations de méthanisation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 1.2.1 « Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2009 est remplacé par l'annexe II du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué en début de visite d'inspection qu'il n'était pas intervenu de changement dans les activités exercées sur le site. Des travaux sont en cours dans le bâtiment A, dédié au conditionnement d'alcools en petits volumes, pour la mise en place de ventilation au niveau des postes de travail. Des travaux du même type sont également en cours dans le nouveau bâtiment I, dans la partie centrale.</p> <p>La fiche FIRE, établie avec le concours du service départemental d'incendie et de secours (SDIS), a été mise à jour en mai 2025 avec le positionnement indiqué autour du site de quatre poteaux incendie.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a projeté des extraits de son dernier rapport établi par son assureur et indiqué des points d'amélioration identifiés, qui sont repris en annexe confidentielle.</p> <p>En 2025, l'exploitant a remplacé quatre cuves en acier standard par des cuves en acier inoxydable et prévoit le remplacement de six autres en 2026, dans le cadre d'un projet lié au déplacement du parc à fûts.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Moyens en eau et émulseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe I-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Emulseurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  La prescription figure dans une annexe confidentielle et concerne les réserves d'émulseur constituées sur le site.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis un inventaire des stocks d'émulseur sur le site, arrêté à la date du 06 janvier 2026. L'exploitant dispose de deux qualités d'émulseur : un sans fluor et un avec fluor (substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées, PFAS). Les stocks figurant dans l'inventaire sont conformes avec la prescription. Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié la présence d'émulseur sur le site. Les constats n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées. Un justificatif de prise en charge du stock d'émulseur non conforme par un prestataire spécialisé est attendu.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui fournir, sous un mois, le bordereau de suivi de déchet complété et signé relatif à la prise en charge pour destruction du stock d'émulseur non conforme à la réglementation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Exercice incendie et formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Un exercice pour tester le POI est organisé régulièrement, à une fréquence minimale d'une fois par an. Dans le but d'optimiser les chances que les sapeurs pompiers puissent se rendre disponible pour participer aux exercices POI, l'exploitant transmet au service d'incendie et de secours la date prévisionnelle du prochain exercice au moins 3 mois avant.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis avant la visite à l'inspection des installations classées un compte rendu de l'exercice POI (plan d'opération interne) du 18 décembre 2025. Cet exercice a été réalisé sans la participation du SDIS. Ce dernier avait été informé de l'organisation d'un exercice par mail daté du 30 octobre 2025. L'examen du compte rendu de l'exercice n'appelle pas de demande ou de commentaire de la part de l'inspection des installations classées. Un prochain exercice POI avec le SDIS 76 est, à la date de la visite d'inspection, programmé pour l'année 2026.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Moyens en eau et émulseurs**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article Annexe I-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Poteaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>La prescription figure dans une annexe confidentielle et concerne des poteaux incendie à proximité du site.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a transmis, à l'issue de la visite d'inspection, un rapport de contrôle daté du 27 juin 2025 de vérification des poteaux incendie mentionnés dans l'annexe confidentielle de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023. Les poteaux incendie sont annoncés opérationnels avec un débit conforme à la prescription.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : PPRI de la Lézarde**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 06/05/2013, article 9.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque inondation
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les établissements existants relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement doivent être organisés de manière à éviter toute atteinte à l'environnement liée à la submersion des installations. Tout dispositif approprié (cuvelage, installations permanentes de pompages, surélévation des produits polluants...) peut être mis en œuvre. L'évaluation des risques et des dispositions prise à cet effet doit être détaillée dans un registre qui sera tenu sur le site à disposition des services de l'État chargés de l'inspection des installations classées. Les gestionnaires de ces établissements disposent de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent plan pour établir ce registre.</p>
<b>Constats :</b>  <p>La Distillerie HAUGUEL est implantée sur son site de Gonfreville l'Orcher depuis de nombreuses décennies. Elle n'a jamais connue d'inondation d'importance, d'après l'exploitant. Le site est traversé de l'Est vers l'Ouest par la rivière Saint Laurent qui rejoint, au niveau d'Harfleur, une autre rivière : la Lézarde.</p> <p>Un plan de prévention du risque inondation (PPRI) du bassin versant de la Lézarde a été approuvé le 06 mai 2013 et la commune de Gonfreville l'Orcher est concernée, tout comme la commune de Saint Martin du Manoir toute proche du site. Le PPRI, modifié le 06 novembre 2019, comporte des cartes d'aléas et un règlement dont la prescription ci-dessus est issue. L'exploitant a la connaissance de ce PPRI et de son règlement.</p> <p>L'inspection des installations classées a identifié, lors de la consultation de ce PPRI, avant la visite d'inspection, un aléa faible de débordement de cours d'eau qui concerne l'exploitant avec une hauteur d'eau retenue de + 50 cm. Un aléa fort de ruissellement est identifié au Nord-Est du site,</p>

<p>sur le territoire de la commune de Saint Martin du Manoir, qui ne concerne pas directement l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a expliqué que la conception de ses installations, depuis le début de l'activité, vise à protéger la rivière Saint Laurent de toute pollution issue de son exploitation. Aussi, il considère de fait être protégé d'une élévation du niveau de part cette stratégie mise en place pour éviter toute arrivée de produit dans la rivière. Sur le sujet ruissellement de la colline, au Nord du site, l'exploitant a mis en place des noues d'infiltration qui permettraient la prise en charge des écoulements.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser son évaluation du risque de débordement de la rivière Saint Laurent dans un document (ou registre) qu'il rédige. Il peut s'appuyer pour le faire sur le guide méthodologique INERIS de 2014 pour la prise en compte du risque inondation dans une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de formaliser son approche du risque de débordement de la rivière Saint Laurent dans un document (ou registre) qu'il rédige. Il prendra notamment en compte les différents risques pour ses installations, les procédures d'arrêt d'urgence, les accès au site et la protection des équipements sensibles. Le document ou registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 6 : Bilan de conformité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/03/2023, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liquides inflammables</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté; l'exploitant établit et fournit à l'inspection des installations classées un bilan de conformité aux prescriptions, qui lui sont applicables, de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, ainsi qu'aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié en 2020 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le 16 juillet 2025, à l'issue de la visite d'inspection du 05 juin 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un bilan de conformité aux arrêtés ministériels dits liquides inflammables du 03 octobre 2010 pour les stockages aériens et du 24 septembre 2020 pour les stockages en récipients mobiles. Les taux de conformité calculés par l'exploitant sont respectivement de 98% pour le premier arrêté et de 97% pour le second. Le bilan était accompagné d'un plan d'action.</p> <p>Le plan d'action actualisé a été transmis le 16 janvier 2026 par l'exploitant. Il comprend en</p>

particulier pour 2026 un projet de création d'un nouveau lieu de stockage pour les récipients mobiles conforme aux exigences de l'arrêté ministériel et la réutilisation du stockage de récipients mobiles en cuverie. Ce projet ne comprend pas, pour le moment, d'augmentation de la capacité de stockage. Un dossier de porter à connaissance est prévu au premier trimestre 2026 par l'exploitant.

La prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire du 06 mars 2023 est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Analyse des PFAS dans les émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/10/2024, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Campagne de prélèvement

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er fait réaliser une campagne de prélèvements et d'analyses des substances listées au présent article sur chaque point d'émission atmosphérique canalisée résultant du traitement thermique de déchets de l'installation.

Cette campagne porte sur :

1° Le prélèvement et l'analyse de chacune des substances PFAS listées à l'annexe I au présent arrêté ;

2° La mesure du fluorure d'hydrogène (HF) ;

3° La mesure des principaux paramètres périphériques associés : débit, teneur en oxygène, température, pression, teneur en vapeur d'eau.

##### **Constats :**

L'inspection des installations classées a informé l'exploitant que la Distillerie HAUGUEL avait été identifiée pour une campagne de prélèvements et d'analyses des substances figurant dans l'arrêté du 31 octobre 2024 à réaliser en 2028, dans le cadre de son classement à la rubrique 2770 pour le traitement thermique de déchets dangereux (distillation d'alcools).

Sur le site, l'inspection des installations classées a observé les équipements de distillation de l'exploitant et a constaté :

- une tuyauterie de rejet à l'atmosphère sur la face Est du bâtiment distillation pour la colonne de distillation atmosphérique, tout en haut du bâtiment, après le condenseur, et non accessible pour un laboratoire de contrôle ;

- une tuyauterie de rejet à l'atmosphère sur la face Nord du bâtiment distillation pour la colonne de distillation sous vide, en partie basse du bâtiment, à la sortie de la pompe à vide et non accessible pour un laboratoire de contrôle.

A l'issue de la visite, l'inspection des installations classées s'est interrogée sur les obligations de suivi des rejets à l'atmosphère des colonnes de distillation, et notamment en composés organiques volatils (COV). L'inspection des installations classées a repris le dossier de réexamen transmis par l'exploitant, dans le cadre de la publication des meilleures techniques disponibles du BREF WT (traitement des déchets) en août 2018. Dans son dossier, l'exploitant s'engage à faire réaliser des analyses des rejets à l'atmosphère de ses colonnes de distillation : aucune analyse n'a été transmise à l'inspection des installations classées. Interrogé par téléphone par l'inspecteur fin janvier 2026, l'exploitant a confirmé ne pas avoir réalisé de telles mesures.

Par ailleurs, le dossier de l'exploitant ne comporte pas de récolement de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.



<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son dossier de réexamen aux meilleures techniques disponibles du BREF WT par une analyse complète de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, dans un délai de 3 mois. L'exploitant transmettra, à l'issue de ce délai de trois mois, la liste des substances à contrôler en sortie des colonnes de distillation et la fréquence de ces contrôles. Il informera également l'inspection des installations classées de tout autre suivi analytique nécessaire, dans le cadre de la conformité aux meilleures techniques disponibles du BREF WT et à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.</p> <p>L'inspection des installations classées demande également à l'exploitant d'étudier, dans le même délai, la mise en place sur chacune de ses installations de distillation d'un dispositif de prélèvement et de mesure conforme aux normes applicables en matière de contrôle des rejets atmosphériques par un laboratoire extérieur agréé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/10/2009, article 5.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont adaptées et régulièrement autorisées à cet effet. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté l'envoi régulier par l'exploitant d'eaux issues de son traitement thermique des déchets dangereux d'alcools vers une installation de méthanisation. Ces eaux sont expédiées avec un code déchet 070508* qui est adapté : autres résidus de réaction et résidus de distillation. La méthanisation est un procédé de traitement classé 2781 dans la nomenclature ICPE : installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production. La réception de déchets dangereux par une installation de méthanisation classée 2781 est interdite, tout comme l'envoi de déchets dangereux vers ce type d'installation par le producteur des déchets. Les eaux issues de la distillation des alcools sont stockées par l'exploitant sur site, avant le rejet vers une station de traitement des eaux polluées de la métropole Le Havre Seine Métropole, dans le cadre d'une convention de rejet, ou l'expédition vers une installation de méthanisation. L'inspection des installations classées a demandé par courriel à l'exploitant de stopper toute expédition de déchets dangereux vers des installations de méthanisation à partir du 19 janvier 2026.</p> <p>S'il souhaite poursuivre ses expéditions vers une installation de méthanisation, l'exploitant doit préalablement démontrer le caractère non dangereux de son déchet par une étude exhaustive des propriétés de dangers H1 à H15, comme décrite dans le guide INERIS d'application pour le classement en dangerosité des déchets de novembre 2024. L'exploitant peut également orienter son déchet dangereux vers une installation de traitement de déchets dangereux ou rejeter la totalité de ses eaux vers les installations de la métropole, dans le respect de la convention de rejet établie entre la Distillerie HAUGUEL et Le Havre Seine Métropole.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------